

Comment l'agenda médiatique influence celui des parlementaires

Les médias et le monde politique sont étroitement liés. La question est de savoir qui influence qui, et dans quelles proportions. *Pascal Sciarini, Anke Tresch*

Abrégé Les parlementaires utilisent les médias pour s'informer sur les besoins de la société et pour obtenir des informations nécessaires à l'exercice de leurs fonctions législatives et de contrôle. À l'inverse, ils se servent des médias pour rendre visibles leurs activités et convaincre l'opinion publique. Une étude menée pour le compte du Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) s'est intéressée aux interactions entre agendas médiatique et parlementaire. Elle suggère, avec d'autres, que les médias influencent davantage les parlementaires qu'inversement. L'intensité varie toutefois selon le pays, le type de parti, l'enjeu et l'activité parlementaire.

Le niveau d'attention que l'on peut accorder aux différents enjeux politiques n'est pas illimité. Confrontés à l'abondance des événements, les journalistes sont obligés de sélectionner ceux qui méritent selon eux une couverture médiatique. Il en va de même pour les politiciens, à plus forte raison lorsqu'ils sont, à l'instar des parlementaires suisses, des miliciens aux ressources limitées. Le degré d'attention accordé aux divers enjeux définit l'« agenda » d'une organisation ou d'une institution.

Les enjeux des parlementaires et ceux des médias s'entrecroisent

Dans une étude menée pour le compte du Fonds national suisse de la recherche scien-

tifique (FNS), nous nous sommes intéressés aux interactions entre agendas médiatique et parlementaire. L'illustration montre qu'il existe globalement une forte correspondance entre le degré d'attention accordé aux enjeux traités dans la sphère médiatique et ceux soulevés par le monde parlementaire.

Les thèmes très présents dans les médias – comme les questions étatiques, les transports ou la politique étrangère – le sont aussi dans les interventions parlementaires. Comment expliquer cette correspondance ? Les parlementaires s'inspirent-ils de la couverture médiatique pour définir les enjeux qu'ils abordent dans les questions, interpellations, motions et initiatives parlementaires qu'ils déposent ? Dans quelle mesure réussissent-ils de leur côté à influencer, par leurs

interventions, le degré de couverture des différents enjeux abordés par les médias ?

Des résultats à moduler selon le régime politique

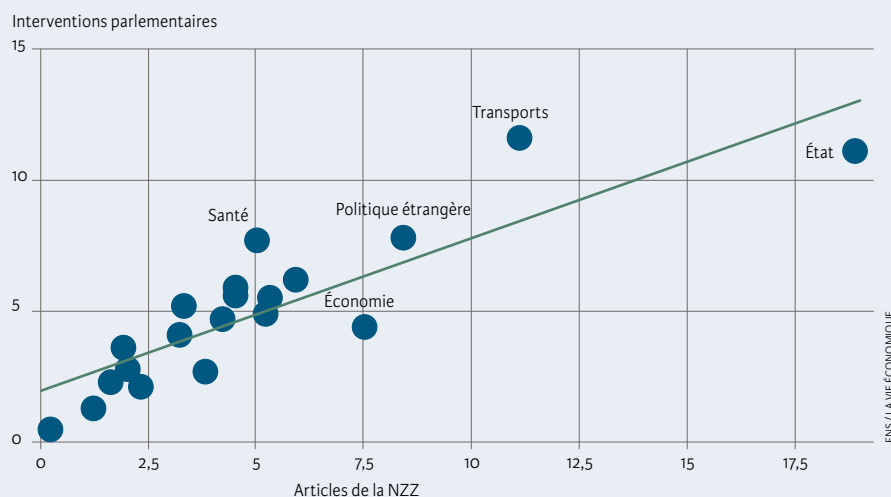
Les résultats obtenus peuvent être résumés en trois points. Premièrement, une analyse comparative conduite dans sept pays (dont la Suisse) en collaboration avec des chercheurs du projet international « Comparative Agendas Project » (voir encadré) montre que l'influence de l'agenda médiatique sur celui des parlementaires est plus importante que l'inverse¹. Cette étude souligne également que les parlementaires de l'opposition cherchent davantage leur inspiration dans les médias que ceux des partis gouvernementaux. Ces derniers sont en effet contraints par les contrats de coalition, ce qui les incite à une certaine retenue. L'opposition peut, en revanche, utiliser librement les informations fournies par les médias pour questionner et défier le gouvernement.

¹ Vliegthart, Rens et al. « Do the media set the parliamentary agenda? A comparative study in seven countries », *European Journal of Political Research*, 55, 2016, pp. 283–301.

Le « Comparative Agendas Project »

Lancé par les États-Unis, le « Comparative Agendas Project », un instrument de comparaison des agendas, réunit de nombreux pays européens (Allemagne, Espagne, France, Danemark, Italie, Pays-Bas, Suisse, etc.). Son atout majeur est que l'agenda thématique des partis, des institutions politiques et des médias est systématiquement codé à l'aide d'une même grille comportant 20 enjeux politiques (par exemple la santé, l'immigration, les affaires internationales) et plus de 250 sous-enjeux. Cette grille commune facilite la comparaison internationale des agendas. Les données utilisées dans cet article couvrent les années 1995 à 2003. Nous avons codé tous les articles de la première page et de la première page nationale du quotidien zurichois *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ), un jour sur deux, ce qui correspond à près de 10 000 articles et 10 000 interventions parlementaires (questions, interpellations, postulats, motions et initiatives parlementaires).

Degré d'attention accordé aux enjeux en fonction des interventions parlementaires et des articles qui leur sont consacrés dans la NZZ



Nombre d'interventions parlementaires : 9948 ; nombre d'articles de la NZZ : 5044.



KESTONE

Pour les parlementaires, la démocratie directe donne une grande importance à l'opinion publique. Andrea Caroni, conseiller aux États PLR au palais fédéral.

Ce constat se vérifie encore davantage dans les pays où le gouvernement est le fait d'un seul parti, comme l'Espagne ou le Royaume-Uni, que dans ceux régis par des coalitions, comme le Danemark ou les Pays-Bas.

Deuxièmement, nous nous sommes appliqués à préciser les modalités d'interactions entre les agendas médiatique et politique en Suisse². La situation diffère de celle d'autres pays dont le gouvernement réunit plusieurs partis. La première raison réside dans le fait que le Conseil fédéral est à la fois très inclusif à l'égard des grands partis, qui y sont tous représentés, et très exclusif pour les petits partis, qui n'ont aucune chance d'y accéder. Autre particularité la démocratie directe, qui invite les parlementaires à être particulièrement attentifs aux messages des médias et de l'opinion publique. Nos analyses montrent qu'en Suisse également, l'agenda médiatique influence davantage celui du Parle-

ment, que le contraire. De plus, les enjeux couverts par les médias ont un plus grand impact sur le contenu des questions posées par les partis non gouvernementaux que sur l'agenda des formations au pouvoir. Sur ce dernier plan, et c'est un peu paradoxal, la Suisse s'approche même davantage des pays gouvernés par un seul parti que de ceux régis par des coalitions.

Enfin, l'influence des médias varie selon qu'ils s'intéressent à des enjeux européens ou non³. Ainsi, les parlementaires se servent davantage de l'information fournie par les médias lorsque les articles portent sur des sujets de politique interne que lorsqu'ils ont une forte connotation européenne. Ce résultat va de pair avec le fait que le pouvoir de codécision politique des parlementaires est plus limité dans le second cas que dans le premier. Pour la même raison, lorsque les membres des Conseils utilisent les médias comme source d'inspiration sur des sujets européens, ils le font essentiellement dans le cadre de leurs activités de contrôle de l'exécutif, au travers de questions et d'interpellations. En politique interne, l'agenda médiatique influence égale-

ment le contenu des interventions parlementaires susceptibles de déclencher un processus décisionnel (postulats, motions et initiatives parlementaires).



Pascal Sciarini

Professeur de politique suisse au département de science politique et relations internationales, université de Genève



Anke Tresch

Professeure associée à la Faculté des sciences sociales et politiques de même qu'à la Fondation suisse pour la recherche en sciences sociales (Fors), université de Lausanne

² Sciarini Pascal, Tresch Anke et Vliegenthart Rens, *Partisan moderators of the relationships between media agenda and parliamentary agenda in the Netherlands and Switzerland*, Genève, 2018 (non publié), Département de science politique et de relations internationales.

³ Sciarini Pascal et Tresch Anke, *The political agenda-setting power of the media: The Europeanisation nexus*, Genève, 2018 (non publié), Département de science politique et de relations internationales.